

Pouvoir d'emprunt—Loi

responsabilité de s'assurer que les activités de ces institutions sont dans l'intérêt public.

Bien entendu, certains risques demeureront, que les actions des institutions financières soient détenues par un petit ou un grand nombre de personnes. Le fait est que la tentation de courir davantage de risques est nettement plus grande lorsqu'une institution est contrôlée par un petit groupe de personnes, et encore davantage, selon moi, lorsque les intéressés résident dans un autre pays. Les délits d'initiés et la faillite de la réglementation sont les principales raisons qui expliquent les crises qui frappent le système financier américain. A l'heure actuelle, et c'est là la première mesure prise par le nouveau président, George Bush, les Américains tentent de renflouer le secteur de l'épargne et des prêts au rythme de 100 milliards de dollars, si l'on en croit le gouvernement fédéral à Washington. En réalité, selon des analystes à Washington, New York, Los Angeles et Chicago, le montant en question pourrait bien dépasser les 200 milliards de dollars. Nous devons tirer les leçons qui s'imposent des erreurs des Américains et ne pas permettre que les pratiques en question se répètent au Canada.

Je serais davantage enclin à penser que ces pratiques ne seront pas importées au Canada, si le gouvernement conservateur n'entendait pas tant renoncer aux valeurs et pratiques traditionnelles canadiennes en acceptant de façon inconditionnelle le modèle américain de libre-échange. On voit là la marque de la politique présidentielle, de l'aisance financière des Américains. On s'aperçoit qu'il s'agit d'un gouvernement qui ne fait respecter ni notre souveraineté, ni nos pratiques et notre indépendance. Il n'est absolument pas prêt à défendre la tradition canadienne d'équité et de compassion. Ses cinq budgets successifs démontrent qu'il ne s'intéresse pas vraiment au sort du Canadien moyen. Il s'agit là d'un gouvernement qui, par le biais de sa politique fiscale, élargit de façon incommensurable l'écart entre les riches et les pauvres, au lieu d'essayer de le rétrécir.

Plus de trois millions de Canadiens vivent maintenant en-dessous du seuil de la pauvreté. Un tiers d'entre eux, un million, sont des enfants. C'est tout simplement inacceptable pour moi, mon parti et notre pays. Tous ces gens, les défavorisés, les pauvres, les handicapés, les chômeurs, sont victimes d'un gouvernement qui monte les régions les unes contre les autres, qui défend avant tout les intérêts des nantis et des grandes sociétés, et qui laisse les Canadiens à revenus faible et moyen se débrouiller tout seuls.

Comme le montre une fois de plus ce budget, le gouvernement est tout à fait insensible au sort de nombreux Canadiens. Il manque de cœur. La seule valeur que les conservateurs défendent depuis 1984, c'est l'argent et les profits et ils glorifient le système de marché libre. Ce faisant, ils rejettent le sens de l'équité des Canadiens, un sens de l'équité que notre parti tente de représenter et de mettre en pratique depuis sa fondation.

Le principe du programme de la droite conservatrice, maintenant dévoilé dans ce cinquième budget, consiste à s'en prendre aux chômeurs, aux étudiants autochtones, aux provinces pauvres et aux sans-abri. De ce côté-ci de la Chambre, ce n'est pas notre programme et jamais ce ne sera le programme du Parti libéral.

Les Canadiens sont prêts à faire des sacrifices. Nous sommes prêts à renoncer à un certain confort, à certains avantages, si cela aide quelqu'un de moins fortuné et que ce soit juste. Il faut non seulement que ce soit juste à nos yeux, mais aussi que ce soit jugé comme tel. Si c'est juste, nous ferons ces sacrifices. Si c'est juste, nous ferons un surcroît d'efforts.

Nous, les libéraux, ne voyons pas les Canadiens comme des pions dans une économie nationale. Nous, les libéraux, estimons qu'une bonne politique sociale est également une bonne politique économique. Plus la population est qualifiée, instruite et en bonne santé, plus l'économie se porte bien.

Nous ne sommes pas un parti qui sert les intérêts d'un groupe en particulier. Nous ne sommes pas à la solde des grandes entreprises ou des grands syndicats. Nous avons toujours cru en la suprématie de l'individu; nous estimons qu'une économie politique a pour seule fin de créer et de favoriser un climat d'égalité dans lequel les femmes et les hommes, quel que soit le lieu où ils vivent, grandissent, travaillent ou prennent leur retraite, peuvent se réaliser à la limite de leurs possibilités individuelles.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous sommes un parti dans lequel tous les Canadiens sont les bienvenus, dans lequel chacun peut se faire entendre. Nous sommes un parti qui s'adresse à la conscience, un parti qui n'abandonnera pas les valeurs qui ont servi à l'édification de notre pays. Je suis convaincu que ces valeurs peuvent survivre. Je suis convaincu que les Canadiens veulent qu'elles survivent. C'est pourquoi nous devons continuer à exprimer ces valeurs, à aider les Canadiens à comprendre ce que le budget conservateur camoufle vraiment, à comprendre ce que le gouvernement conservateur fait